

*Le budget—M. Hopkins*

et que le parti conservateur envisage d'accroître de 6 p. 100 le budget de la défense.

Il n'y a rien à redire à cela. Il ne faisait que répéter ce qu'avait déclaré le critique en matière de défense de l'époque.

Après avoir lu ces citations du député de Calgary-Centre, qui était critique en matière de défense au cours des dernières élections, du député de Dartmouth—Halifax-Est (M. Forrestall) et du ministre associé de la Défense nationale, comment le député de Northumberland—Miramichi peut-il intervenir à la Chambre en disant que «personne ayant des liens directs avec le gouvernement n'a prononcé ces mots»? Le député de Calgary-Centre n'a-t-il rien à voir avec le gouvernement? Je pensais qu'il faisait partie du Cabinet. Je crois m'être bien fait comprendre sur ce point. Pourquoi les députés passent-ils leur temps à nier les promesses électorales qu'ils ont effectivement faites? C'est officiel.

Le député de Northumberland—Miramichi doit avoir éprouvé une certaine gêne lorsqu'on lui a demandé d'intervenir à la Chambre pour justifier le bilan déplorable de son parti en matière de politique de défense. Je sais qu'il doit être difficile à un homme honnête comme lui de dire aux Canadiens que les beaux discours faits par le parti conservateur au cours de la campagne électorale de 1984 au sujet de la défense nationale et de bien d'autres questions ne sont que des paroles en l'air. Après avoir écouté le député de York-Scarborough, je sais que rien n'a changé.

Voyons un peu l'évolution réelle du budget de la défense car je veux que tout soit bien clair. En 1980-1981, le taux de croissance réelle du budget de la défense atteignait 3,2 p. 100, sans l'inflation. L'année suivante, le taux de croissance réelle s'élevait à 3,1 p. 100 et en 1982-1983, à 5,3 p. 100. En 1983-1984, le budget a augmenté de 6,4 p. 100 en chiffres réels. C'est ce qu'ont promis les conservateurs mais cela s'est fait sous le gouvernement libéral et malgré les nombreux reproches des conservateurs.

En 1984-1985, le taux de croissance réelle était supérieur à 8 p. 100. L'année suivante, première année financière où le gouvernement conservateur a pris les choses en main, l'augmentation réelle du budget de la défense nationale est tombée à moins 0,2 p. 100. Au cours de la première année au pouvoir des conservateurs, les dépenses en matière de défense ont diminué de 0,2 p. 100 alors que ce parti avait parcouru tout le pays l'année précédente en promettant aux membres des Forces armées, aux anciens combattants, aux hommes d'affaires et à l'ensemble des Canadiens que le budget de la défense augmenterait de 6 p. 100 en chiffres réels, compte tenu de l'inflation.

En 1986-1987, le budget de la défense a augmenté d'environ 2,75 p. 100. Cette année, le taux de croissance sera nul, voire négatif. Il est fort probable que le budget de la défense connaisse un taux de croissance négatif pendant deux des trois années au pouvoir du gouvernement et n'augmente que de 2,7 p. 100 pendant la troisième. Pourtant, pendant l'été de 1984, ce même gouvernement a dupé les Canadiens en leur promettant une croissance réelle de 6 p. 100. Tous, et assurément les membres des Forces armées, s'en souviennent.

• (1650)

Je tiens à dire un mot cet après-midi des mesures de défense. A la séance du comité de la défense nationale du 17 mars, le ministre associé de la Défense nationale (M. Dick) a dit, en réponse à une question que je lui avais posée en rapport avec la hausse de 6 p. 100 du budget de la défense promise par les conservateurs tout au long de la campagne électorale, que cette promesse ne figurait nulle part et que si on en trouvait la preuve, il tenait à le savoir.

Eh bien, j'ai trouvé cette preuve, monsieur le Président, et je l'ai fournie officiellement à la Chambre le 27 mars, dans le cadre d'une déclaration aux termes de l'article 21 du Règlement. J'ai alors dit à mon recherchiste que j'attendrais pendant quelques jours qu'un député ministériel réponde à cela, car cela ne pouvait rester sans réponse. De fait, mercredi dernier, le député de Northumberland—Miramichi (M. Jardine) a pris la parole à la Chambre. J'ai été étonné que ce député fasse la déclaration qu'il a faite, car je sais qu'il est un homme intègre. C'est un membre des Forces canadiennes à la retraite. Voici ce que le député de Northumberland—Miramichi a dit à mon sujet:

En parlant de trois articles de journaux, le député a insinué qu'il y était question de promesses et d'engagements, pour reprendre ses propres termes. Personne ayant des liens directs avec le gouvernement n'a prononcé ces mots.

Je parlerai d'abord du *Toronto Star* paru le 31 juillet 1984, soit environ cinq semaines avant le jour des élections. On y trouve une excellente description du député de Calgary-Centre (M. Andre). Voici ce que dit l'article en question:

Sous un gouvernement conservateur, la progression des dépenses au titre de la défense «devrait être de 6 p. 100 pendant quelques années», a dit M. Andre.

Voici un autre passage de l'article:

Le budget de la défense nationale est estimé à 8,78 milliards de dollars pour 1984-1985...

On y énumère ensuite les autres budgets. Je vais parler maintenant d'un article paru dans le *Free Press* de London du 6 août, qui dit ceci:

En juillet, le critique conservateur en matière de défense, M. Harvie Andre, a dit que 4 p. 100 ne suffiraient même pas. Il faudrait selon lui des augmentations annuelles atteignant 6 p. 100 déduction faite de l'inflation, pour que les forces armées atteignent un degré raisonnable de préparation à l'éventualité d'un combat.

Ces journalistes de Toronto et de London n'ont certainement pas inventé cela de toutes pièces. Voici la suite de l'article:

Dans le budget fédéral de février, on prévoyait des dépenses totalisant 11,15 milliards en 1987-1988 pour la défense, soit 27 p. 100 de plus que l'année dernière.

Ce ne fut pas le cas, monsieur le Président.

Voici ce qu'on peut lire dans le *Chronicle-Herald* de Halifax:

Le député conservateur de Dartmouth, Michael Forrestall, a déclaré que si un gouvernement fédéral libéral a besoin de liquidités, il va d'abord aller puiser dans son budget de défense, contrairement à un gouvernement progressiste conservateur qui envisagera cette solution comme dernier recours pour financer d'autres programmes.

L'article se poursuit en ces termes:

M. Forrestall a déclaré au cours d'une interview vendredi que les dépenses en matière de défense constituent une priorité importante pour les conservateurs